

Pour en finir avec la précarité, il faut en finir avec le capitalisme :

GERONS LA SOCIETE SANS ETAT NI PATRON!

La crise du capitalisme est marquée par une accentuation des attaques contre les classes populaires : licenciements massifs, chômage de masse et radiations massives, explosion du nombre de contrats précaires, expulsions locatives, répression et expulsion des sans papiers. La bourgeoisie nous appauvrit pour préserver ses profits. Pour tout le monde les conditions de vie se dégradent et plus particulièrement pour les plus démunies, les femmes, les jeunes et les travailleurs sans papiers qui sont les premières cibles des logiques de précarisation. État et Patronat mènent des attaques ciblées contre certaines fractions des

classes populaires pour nous tirer tous vers le bas. Cette politique d'appauvrissement

converge avec une politique : raciste, qui vise à opposer travailleurs français et étrangers, et sexiste : qui vise à renvoyer les femmes au foyer. Parce que nous refusons le nivellement par le bas, que nous voulons en finir avec l'exploitation capitaliste et la dégradation des

conditions de vie qui en résultent, il nous apparaît urgent et nécessaire de construire une convergence et une coordination de nos luttes ; contre les licenciements aux luttes contre le chômage et les politiques de précarisation (dans le domaine du travail, du logement, de l'accès au soin), et faire vivre la solidarité de classe.

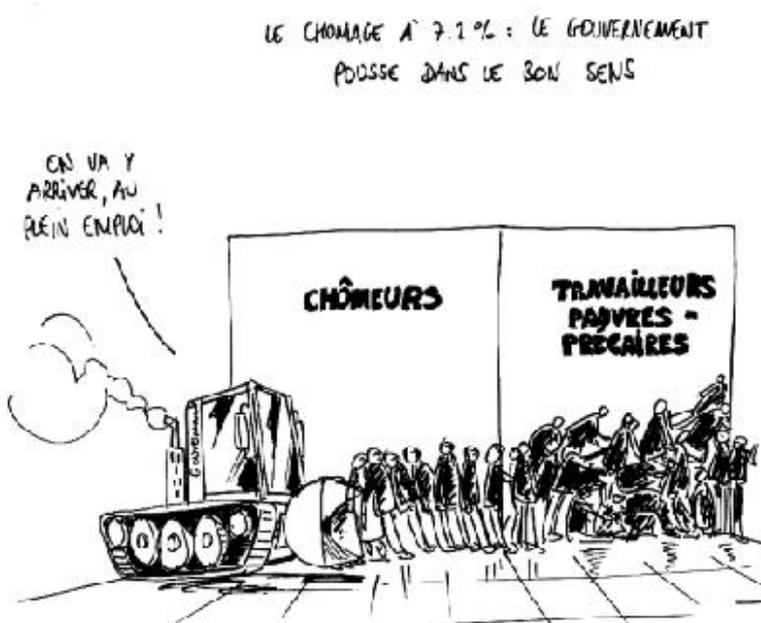
Que l'on travaille dans le public ou le privé, que l'on ait ou non des papiers, que l'on soit chômeur ou salarié nous avons besoin plus que jamais d'être solidaires. Nous n'avons rien à attendre de l'État et des politiciens qui gèrent les intérêts des classes dominantes. Qu'il s'agisse de la chasse aux sans

papiers (de la loi Chevènement aux lois Besson), de la répression et de la culpabilisation des chômeurs (de la diminution des droits aux radiations systématiques), de l'explosion des contrats précaires (Des TUC et de l'intérim aux C.A.E), il y a une continuité politique entre les gouvernements de gauche et de droite. La gauche a ouvert la voie, la droite accentue la politique de casse sociale. Jamais aucun Etat n'a mis fin à l'exploitation des classes populaires et l'Etat-Patron est le premier utilisateur des contrats précaires.

La lutte contre la précarité ne passe pas par la

charité mais le combat pour l'égalité économique et sociale. C'est par l'entraide, la construction d'un rapport de force unitaire comme en Guadeloupe, que nous pourrons nous défendre efficacement. Mais la nécessaire autodéfense sociale ne suffit pas, car le capitalisme se nourrit de la précarité. Nous n'en finirons réellement avec la précarité qu'en construisant pied à pied, les conditions d'une

rupture avec le capitalisme. Il nous faut mettre pour cela l'économie au service de la satisfaction des besoins et non au service des profits. Cela passe par la reprise des entreprises et de la gestion de la société par les productrices et les producteurs. Comme en 2001 en Argentine où les luttes des chômeurs Piqueteros et les luttes des travailleurs ont pu créer les conditions d'une alternative réelle à la résignation et à l'exploitation. Le chacun pour soi ne marche pas, c'est tous ensemble qu'on changera les choses si on ne se laisse pas confisquer nos luttes par les politiciens et les bureaucraties syndicales.



Coordination des Groupes
Anarchistes
Groupe de Nantes
cga.nantes@gmail.com

www.c-g-a.org

Secrétariat CGA :
c/o C.E.S BP 40 233
66002 Perpignan Cedex
secretariat@c-g-a.org

CGA
COORDINATION
DES GROUPES
ANARCHISTES